



Commission
européenne

DIRECTIVE SUR LA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Qu'est-ce que la directive relative à la responsabilité environnementale?

L'environnement naturel joue un rôle de premier plan dans la santé humaine, le bonheur et l'activité économique. Afin de préserver l'environnement en vue non seulement de l'utiliser et d'en profiter aujourd'hui mais aussi d'en faire bénéficier les générations futures, d'enrayer la diminution de la biodiversité, de prévenir la dégradation qualitative ou quantitative de l'eau et de protéger les sols, les États membres de l'Union européenne (UE) se sont engagés à prévenir de tels dommages et, s'il est trop tard, à les réparer.

C'est pourquoi, en 2004, la directive sur la responsabilité environnementale (DRE) a été adoptée, avec pour objectif d'établir un cadre commun pour la prévention et la réparation des dommages environnementaux (parvenir, par exemple, à une définition uniforme de la notion de dommages environnementaux, mettre au point une stratégie de réparation plus cohérente, etc.). La DRE repose sur le principe du «pollueur-payeur», selon lequel le pollueur qui est à l'origine du dommage est tenu de prendre les mesures préventives et correctives nécessaires et d'en assumer le coût. Le principe général de la réparation est qu'elle doit rétablir l'environnement endommagé dans l'état dans lequel il se trouverait si aucun dommage ne lui avait été causé. La DRE fixe un cadre pour l'évaluation du dommage et des mesures de réparation à prendre.

En évaluant le coût de la réparation, la DRE vise à sensibiliser les parties concernées et à encourager les investissements dans la prévention et l'adoption de meilleures pratiques environnementales. Tous les exploitants exerçant une activité qui comporte des risques environnementaux repris dans la DRE sont encouragés à évaluer ces risques et à prendre les mesures nécessaires afin de les réduire.

Comment fonctionne la DRE?

La DRE s'applique aux activités professionnelles qui causent des dommages ou qui constituent une menace imminente ⁽¹⁾ de dommages pour les ressources naturelles couvertes par la DRE.

Tout exploitant d'une activité professionnelle (à but lucratif ou non), dont l'activité:

- requiert une autorisation dans le domaine de la prévention et de la réduction intégrée de la pollution;
- nécessite une autorisation de pollution;
- implique des rejets dans les eaux;
- implique l'utilisation ou le transport de substances dangereuses, telles que des produits chimiques;
- a trait au captage de l'eau;
- implique l'utilisation, le traitement, le rejet, etc., de substances ou préparations dangereuses, de produits phytopharmaceutiques ou biocides;
- implique la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement;
- implique le transport de déchets;
- implique la gestion de déchets miniers;
- implique le captage et le stockage du dioxyde de carbone;

est soumis à une responsabilité sans faute pour les dommages, ou les menaces imminentes de dommages, qui résultent de son activité sur les eaux, les sols, les espèces protégées de plantes et d'animaux et leurs habitats naturels. Cela signifie que, même sans avoir à prouver une quelconque faute ou négligence, il pourrait être tenu d'adopter des mesures préventives et correctives et d'en assumer le coût.

Si son activité professionnelle n'est pas comprise dans la liste susmentionnée, l'exploitant est malgré tout soumis à une responsabilité pour faute, mais

⁽¹⁾ On entend par «menace imminente» une probabilité suffisante de survenue d'un dommage environnemental dans un avenir proche. Les expressions «probabilité suffisante» et «avenir proche» sont à définir au cas par cas.

uniquement pour les dommages causés aux espèces et habitats protégés. Autrement dit, un manquement ou une négligence de sa part doivent être prouvés pour que l'exploitant soit tenu pour responsable.

Parmi les ressources susceptibles de subir des dommages ou d'être exposées à des menaces imminentes de dommages, la DRE distingue les catégories suivantes:

Espèces et habitats naturels protégés

Domage ou menace imminente qui affecte gravement l'état de conservation favorable d'espèces ou d'habitats protégés.

Espèces ou habitats protégés, tels que définis dans les directives «Oiseaux» et «Habitats», et, dans certains États membres également, espèces et habitats protégés au niveau national.

Eaux

Domage ou menace imminente qui affecte gravement l'état écologique, chimique et/ou quantitatif, et/ou le potentiel écologique des eaux concernées.

Les eaux telles que définies dans la directive-cadre sur l'eau, c'est-à-dire les eaux de surface (intérieures, de transition, côtières, territoriales) et les eaux souterraines.

Sols

Contamination ou menace imminente qui engendre un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine du fait de l'introduction directe ou indirecte en surface ou dans les sols de substances, préparations, organismes ou micro-organismes dangereux.

Dans quels cas la DRE s'applique-t-elle?

La DRE s'applique aux incidents qui provoquent des dommages significatifs aux eaux, aux sols et aux espèces et habitats protégés, tels que précédemment décrits.

Les autorités compétentes de chaque État membre ont le pouvoir de déterminer l'importance des dommages. La DRE fournit toutefois quelques orientations. Par exemple, dans le cas où les dommages causés à l'environnement ont une incidence sur la santé humaine, ces dommages sont considérés comme significatifs. Par contre, les dommages causés à l'environnement ne sont pas considérés comme significatifs si leur incidence est moins élevée que celle des changements naturels typiques (par exemple, au niveau des effectifs des espèces), ou encore si les ressources naturelles touchées sont capables de se rétablir pleinement en un laps de temps réduit.

Toute personne physique ou morale concernée ou susceptible d'être affectée par des dommages environnementaux, ou qui a un intérêt quelconque à agir, peut notifier à l'autorité compétente tout dommage causé à l'environnement (ou toute menace imminente d'un tel dommage) en soumettant des informations pertinentes à l'appui de ses observations et est en droit de contester la décision de l'autorité compétente devant un tribunal ou un autre organisme public impartial et indépendant, pour garantir que la décision a été rendue dans l'intérêt public de la réhabilitation de l'environnement. Il peut notamment s'agir d'organisations non gouvernementales de défense de l'environnement, d'habitants, d'ornithologues, de randonneurs, de pêcheurs pratiquant la pêche récréative, de personnes dont la santé est mise en danger par les contaminants, ou encore de personnes responsables d'enfants ou de personnes âgées dont la santé est mise en danger.



Catégories d'incidents susceptibles de provoquer des dommages

aux habitats et aux espèces

- Le prélèvement direct ou la destruction d'espèces et d'habitats protégés
- Les dommages physiques, la pollution chimique ou les perturbations importantes (y compris le bruit et les vibrations)
- La pollution microbienne d'espèces et d'habitats protégés due, par exemple, à de mauvaises pratiques agricoles
- La mise à mort délibérée d'espèces protégées (par exemple le braconnage d'oiseaux)

aux eaux

- Un captage des eaux provoquant une modification de l'état quantitatif du plan d'eau
- Le déversement dans l'environnement (par exemple à la suite d'un accident) de produits chimiques entreposés sur un site industriel ou dans un camion ou un wagon-citerne
- La retenue d'eaux de surface, modifiant significativement le potentiel écologique de l'eau
- Le déversement de produits chimiques, de dérivés de pétrole ou de déchets dans des installations souterraines ou de surface destinées au stockage, au transport ou au traitement de ces produits, provoquant une pollution des eaux souterraines et de surface (état chimique)

aux sols

- Une défaillance du système de purification de la fumée d'une centrale d'incinération de déchets, provoquant une pollution aux métaux lourds de la surface du sol dans une zone résidentielle voisine
- Un accident chimique dans une zone de stockage, de traitement ou de production, provoquant une infiltration de ces produits chimiques dans le sol et dans les eaux souterraines
- Le rejet illégal de déchets sur ou dans le sol, générant du gaz (produits chimiques dangereux) et une contamination de propriétés résidentielles voisines
- Le déclassement d'équipements provoquant une fuite accidentelle libérant des substances dangereuses dans les sols et les eaux souterraines

Dans quels cas la DRE ne s'applique-t-elle pas?

Quel que soit son secteur d'activité, l'exploitant n'est pas tenu pour responsable si le dommage est causé par:

- un acte dans le contexte d'un conflit armé, d'hostilités, d'une guerre civile ou d'une insurrection;
- un phénomène naturel extraordinaire (exceptionnel, inévitable et non maîtrisable);
- des activités menées principalement dans l'intérêt de la défense nationale ou de la sécurité internationale, ou pour se protéger de catastrophes naturelles;
- une activité non identifiable, par exemple dans le cas d'une pollution diffuse, si aucun lien de causalité ne peut être établi entre l'activité et le dommage.

Par ailleurs, la DRE ne s'applique pas:

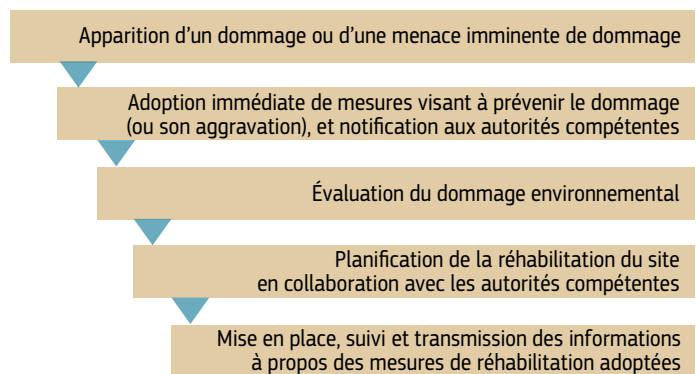
- aux émissions, événements ou incidents (et aux activités qui en sont à l'origine) qui ont eu lieu avant le 30 avril 2007;
- aux dommages, si l'émission, l'événement ou l'incident qui a provoqué le dommage a eu lieu il y a plus de trente ans;
- à la pollution qui résulte du transport de pétrole en mer, au transport de produits dangereux, aux activités nucléaires, etc., relevant de conventions internationales;
- et si l'exploitant est en mesure de prouver que les dommages ont été provoqués par une tierce partie et ont été occasionnés malgré l'adoption de mesures préventives ou sur ordre/instruction d'une autorité publique (exonération des coûts).

En fonction de la législation nationale, un exploitant peut également se défendre:

- s'il a agi dans le respect total de l'autorisation et de toutes ses conditions durant l'émission ou l'événement qui a provoqué le dommage, ou
- si les émissions ou l'événement à l'origine du dommage n'étaient pas considérés comme nuisibles sur la base des connaissances scientifiques et techniques au moment où les émissions ou l'activité ont pollué l'environnement.

Que faire en cas de dommage ou si un dommage est imminent?

Le schéma suivant reprend les mesures devant être prises par les différents intervenants en cas de dommage ou de menace imminente de dommage, s'il est établi que la DRE s'applique. Il propose également un ordre dans lequel ces mesures pourraient être prises.



En cas de dommage environnemental ou de menace imminente, les exploitants doivent:

- prendre immédiatement des mesures afin d'éviter que le problème n'apparaisse ou ne s'aggrave;
- informer les autorités compétentes de l'incident et des mesures préventives mises en œuvre dès que possible;
- et réparer le dommage en respectant leur plan de réhabilitation et les instructions des autorités compétentes.

Une fois averties, les autorités compétentes chargées de la mise en œuvre de la DRE dans un État membre donné sont tenues:

- de déterminer si la DRE est effectivement applicable au dommage;
- d'identifier le ou les exploitants responsables;
- et d'exhorter les exploitants responsables à prendre les mesures immédiates et de réhabilitation à long terme nécessaires.

Les autorités compétentes peuvent également entreprendre elles-mêmes des actions de réhabilitation. Dans ce cas, elles doivent demander à l'exploitant responsable du dommage le remboursement des coûts de réhabilitation et d'évaluation ainsi que des frais administratifs et autres coûts y afférents.

Comment réparer le dommage?

La réparation de dommages environnementaux ou de menaces imminentes de dommage affectant les eaux ou les espèces et habitats naturels protégés peut se faire de trois manières différentes: réparation primaire sur site, réparation complémentaire ou réparation compensatoire.

Réparation primaire

- Actions immédiates destinées à arrêter l'incident, à minimiser, à contenir et à empêcher toute aggravation du dommage, et à nettoyer le site. Elles sont également appelées «mesures de réparation d'urgence» (ou immédiates), et elles précèdent généralement la phase réelle de réparation primaire.
- Mesures de réparation à plus moyen terme, voire à long terme, entreprises sur le site qui a subi le dommage, avec pour objectif de rétablir l'environnement dans l'état dans lequel il aurait été si le dommage ou la menace n'avait pas eu lieu («réparation en nature»).

Réparation complémentaire

Si la réparation primaire ne suffit pas à rétablir l'environnement dans l'état dans lequel il aurait été si le dommage n'avait pas eu lieu (appelé «état initial»), d'autres actions peuvent être entreprises pour améliorer l'état du site endommagé. Si ces actions ne sont pas réalisables ou si elles sont trop onéreuses, la réparation peut avoir lieu sur un autre site. Par exemple, si la réparation primaire d'une zone de pêche permet uniquement de réparer cette zone à hauteur de 50 % sur le site endommagé, une réparation complémentaire peut être entreprise sur un autre site, qui correspondra à une amélioration de 50 %, de sorte que les ressources halieutiques, calculées sur les deux sites, équivaldront à 100 %.

Réparation compensatoire

Si la réparation primaire (et éventuellement la réparation complémentaire) du dommage causé à la nature dure un certain temps, une réparation compensatoire doit être mise en place afin de couvrir les pertes subies jusqu'à ce que le site soit complètement réparé (pertes provisoires).

En ce qui concerne les dommages affectant les sols, la DRE requiert au minimum (aucune réparation complémentaire ou compensatoire requise) une réparation primaire qui garantit la suppression, le contrôle, l'endiguement ou la réduction des contaminants concernés, de manière à ce qu'ils ne présentent plus de risque grave d'incidence négative sur la santé humaine.

Complément d'information

Directive sur la responsabilité environnementale (texte officiel): <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2004:143:0056:0075:fr:PDF>

Page internet de la Commission européenne concernant la directive sur la responsabilité environnementale:
<http://ec.europa.eu/environment/legal/liability/index.htm>

Exemples de mesures de réparation

Réparation primaire

- Nettoyage (réparation d'urgence ou immédiate)
- Création de barrières visant à empêcher une propagation de la pollution (réparation d'urgence ou immédiate)
- Reclassement, redéfinition et repeuplement du site endommagé avec des espèces indigènes afin d'accélérer le processus de régénération naturelle après une perturbation causée par les mesures de réparation primaire
- Introduction d'espèces appartenant, par exemple, à la chaîne alimentaire sur laquelle reposent les poissons ainsi que la faune et la flore, comme des communautés d'invertébrés, essentielles tant aux poissons qu'à la faune et à la flore insectivores, et des communautés de petits mammifères, essentielles pour les rapaces et les mammifères carnivores
- Restauration de l'accès aux activités commerciales et aux services récréatifs présents sur le site avant le dommage
- La régénération naturelle des ressources endommagées pourrait également être considérée comme faisant partie de la réparation primaire

Réparation complémentaire et réparation compensatoire

- Restauration d'un habitat dans son aire de répartition historique, par exemple le rétablissement de zones humides dans des zones cultivées asséchées
- Augmentation de la capacité de reproduction des espèces, par exemple en protégeant les sites de nidification des oiseaux des prédateurs ou des perturbations dues à l'activité humaine
- Ouverture de zones d'habitats supplémentaires pour les poissons en levant des obstacles empêchant leur migration
- Amélioration de l'état naturel des habitats en les débarrassant d'espèces envahissantes
- Protection des eaux souterraines de toute contamination ultérieure
- Protection contre la perte d'habitat qui pourrait résulter d'une expansion
- Augmentation quantitative ou qualitative des activités proposées sur un site
- Nettoyage d'un site «orphelin» contaminé par un exploitant qui a cessé ses activités

